

DEPARTEMENT
Loir et cher
CANTON
Romorantin-Lanthenay
COMMUNE
Romorantin-Lanthenay

REPUBLIQUE FRANCAISE

763/2025

Liberté - Egalité – Fraternité

ARRETE DU MAIRE

OBJET : Libertés Publiques et Pouvoirs de Police : Autres Actes Règlementaires
Installation des décors de Noël – Place de la Paix

Vu la loi n° 82 – 213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre I – 6^{ème} et 8^{ème} parties ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la signalisation routière ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-24, L 2213-1 et L 2213-2 ;

Vu le Code de la route ;

Vu la demande des Services Techniques de la MAIRIE, 18 Faubourg Saint Roch à ROMORANTIN-LANTHENAY ;

Considérant qu'il est nécessaire de règlementer le stationnement et la circulation, afin de permettre l'installation des décors de Noël, Place de la Paix, du lundi 24 novembre 2025 au vendredi 23 janvier 2026 ;

Afin de préserver la sécurité publique ;

- A R R E T E -

Article 1 : En raison de l'installation des décors de Noël, du lundi 24 novembre 2025 au vendredi 23 janvier 2026, la Place de la Paix, au droit du n° 1, 1B et 5 (entre la Rue de Verdun et la Rue Saint Martin) sera barrée, le **stationnement** et la **circulation** seront interdits. La déviation s'effectuera par les voies adjacentes ;

Article 2 : Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera **considéré** comme gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Il pourra être **procédé** à la mise en fourrière immédiate des véhicules gênants par les autorités **compétentes** dans les conditions prévues par les articles R.325-12 et suivants du Code de la Route ;

Article 3 : La signalisation est à la charge du demandeur et sous sa responsabilité ;

Article 4 : Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie et tout agent de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>.

A ROMORANTIN-LANTHENAY, le 13 novembre 2025

Le Maire,
Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire
de cet acte

Publié ou notifié le 14 NOV. 2025

Date de mise en ligne sur le site internet : 17 NOV. 2025

Par délégation du Maire,
L'Adjoint,

